

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 14/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE**

3 rue Charles Tellier  
78520 Limay

Code AIOT : 0006503328

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE implanté 3 rue Charles Tellier 78520 Limay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contrôle réalisé le 31 juillet 2025 est diligenté conjointement avec l'inspection du travail à la suite d'une alerte pour danger grave et imminent (au sens de l'article L. 4131-1 du code du travail) émise par le CSE d'AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIES concernant le site de Limay.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
- 3 rue Charles Tellier 78520 Limay
- Code AIOT : 0006503328
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIES exploite sur son site de Limay, situé rue Charles Tellier, une unité de production et conditionnement d'acétylène ainsi que le stockage associé.

Les installations comprennent :

- un bâtiment fabrication, qui abrite les générateurs d'acétylène, les tours de lavage, les compresseurs ;
- un bâtiment conditionnement, qui abrite 2 salles de conditionnement ;
- des bureaux ;
- en extérieur, notamment une aire de stockage de bouteilles et cadres (vides et pleins) et un bassin de décantation du lait de chaux.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-5 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fuites d'azote	Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, articles 4.6.3, 4.4.5, 4.4.1, 4.4.3	Demande d'action corrective	3 mois
2	Suivi en service de réservoir d'azote	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13, 17 et 25	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Générateurs d'acétylène - Entretien	Arrêté Préfectoral du 14/09/1993, article X-1-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Générateurs d'acétylène – contrôles d'étanchéité	Arrêté Préfectoral du 14/09/1993, article 2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Explosimétrie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Contrôles par ultrasons	Arrêté Préfectoral du 25/11/2013, article 4.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Maîtrise de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Politique de prévention des accidents majeurs	Code de l'environnement, articles L. 515-33 et R. 515-87	Mise en demeure, respect de prescription  Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**La fiche de constats suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Gestion des événements accidentels	Code de l'environnement, article R. 512-69	Sans suite

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le contrôle du 31 juillet 2025 a été diligenté conjointement avec l'inspection du travail, à la suite d'une alerte lancée par les élus du conseil social et économique (CSE) de l'établissement pour « danger grave et imminent » (au sens de l'article L. 4131-1 du code du travail) en date du 21 juillet 2025. Le motif précis de l'alerte n'a pas pu être connu préalablement au contrôle.

De plus, par courriel du 30 juillet 2025, l'inspection du travail est informée d'une fuite sur le réseau azote des installations.

Lors de la visite des installations, l'inspection relève qu'aucun membre de la direction ou délégataire n'est présent sur le site de Limay ; par ailleurs le responsable maintenance de l'établissement est absent et non remplacé. Un responsable sécurité industrielle est présent sans toutefois être en capacité de fournir la plupart des informations demandées par l'inspection des installations classées et à l'inspection du travail sur les sujets de maintenance et de prévention des risques, y compris sur la fuite d'azote en cours lors du contrôle et sur ses conséquences potentielles sur la sécurité des installations.

A l'issue du contrôle du 31 juillet 2025, l'inspection conclut, sur le périmètre des points contrôlés, au caractère globalement insatisfaisant de l'état des installations en matière de prévention des risques industriels notamment eu égard au statut SEVESO (Seuil Bas) de l'établissement. Toutefois, l'exploitant a été en mesure d'apporter des éléments complémentaires, par courriels des 4 et 8 août 2025, qui permettent d'éclaircir de nombreux points soulevés dans le cadre de l'inspection.

Néanmoins, l'absence constatée de personnes maîtrisant l'exploitation des installations, et notamment les dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident, constitue une non-conformité importante et fait l'objet d'une proposition de suites administratives à M. le Préfet des Yvelines (mise en demeure), tout comme l'absence du réexamen de la politique de prévention des accidents majeurs de l'exploitant, prévu à l'article R. 515-87 du code de l'environnement.

### **2-4) Constats hors points de contrôle**

La consultation par l'inspection du travail et l'inspection des installations classées de plusieurs feuilles de quart remplies en atelier de conditionnement met en évidence que certains tests de fuite sur les rampes ou le carrousel ne sont pas réalisés. L'exploitant explique que les tests ne peuvent pas être réalisés en présence de certains types de bouteilles. Toutefois l'inspection constate que, pour certaines des dates auxquelles les feuilles de quart ne comportent pas de tests de fuites, le registre de production de la même date ne fait apparaître la production d'aucun type de bouteille « exclu ».

Interrogé par l'inspection, un des chefs d'équipe indique ne pas connaître la procédure opératoire « MOP – Inertage et contrôle de fuite sur rampe et carrousel » (réf. 1.MO.S5.LIM.007), bien que le document Qualité correspondant le désigne, en tant que chef d'équipe, comme vérificateur dudit document.

Ces constats, bien que ne relevant pas directement du champ de compétences de l'inspection des installations classées, interrogent en matière d'application des procédures internes au sein de l'établissement de Limay, sur la formation des chefs d'équipe et sur les consignes données en matière de réalisation de tests de fuite réalisés lors du conditionnement.

## 2-5) Fiches de constats

### N° 1 : Fuites d'azote

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, articles 4.6.3, 4.4.5, 4.4.1, 4.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fuites d'azote
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 4.6.3 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 modifié</u> Le réseau IGA permet de mettre en sécurité le site en cas de sinistre. Il comprend un réseau d'azote sous pression à 10 bar alimenté par un réservoir sur site. Le déclenchement du réseau IGA entraîne : <ul style="list-style-type: none"><li>- la mise en route d'une alarme sonore et visuelle pour avertir le personnel ;</li><li>- la dépressurisation de la canalisation d'azote et la mise à l'air du circuit d'acétylène haute pression par ouverture des vannes IGA positionnées sur chaque ligne reliant les compresseurs aux rampes de conditionnement ;</li><li>- la mise en marche de l'arrosage incendie dans les salles de conditionnement d'acétylène par ouverture des vannes IGA du circuit général incendie ;</li><li>- l'arrêt des compresseurs et des générateurs par un manostat placé sur la canalisation d'azote.</li></ul> <u>Article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 modifié</u> L'exploitant est tenu d'exploiter ses installations conformément aux plans et données techniques et organisationnelles contenues dans le dossier de demande d'autorisation ainsi que dans l'étude de dangers [...]  <u>Article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 modifié</u> L'exploitant établit en tenant compte de l'étude de dangers la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les fonctions, les paramètres, les équipements, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement. [...]  Les mesures techniques comprennent à minima : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>- le réseau IGA qui déclenche l'arrosage des salles de conditionnement d'acétylène, l'arrêt des compresseurs et générateurs et la mise à l'air des circuits haute pression d'acétylène.</li></ul> [...] Les dispositifs sont contrôlés selon la périodicité définie par l'exploitant et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.  <u>Article 4.4.3 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 modifié</u> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
<b>Constats :</b>  L'inspection du travail et l'inspection des installations classées sont informées par courriel du 30 juillet 2025 d'une fuite d'azote au niveau de l'atelier de conditionnement. L'information reçue fait état d'une perte de 20% par jour des volumes d'azote stockés, en conséquence de cette fuite.

Lors du contrôle du 31 juillet 2025 il est expliqué aux agents de contrôle par les personnes rencontrées (responsable sécurité industrielle, chef d'équipe) que la fuite sur le réservoir d'azote a débuté le 28 juillet 2025, que le réservoir d'azote (d'une capacité maximale de 5300 L) a fait l'objet d'une opération de remplissage le matin du 31 juillet mais qu'aucun suivi particulier des diminutions de volume n'est assuré. L'inspection relève, sur une durée approximative de 3 heures et selon le report du taux de remplissage indiqué sur le réservoir, une diminution de 4 points (%) de volume d'azote disponible.

Pour mémoire, selon l'étude de dangers de l'exploitant en date du 7 janvier 2010 :

*« Le réseau IGA du site constitue le moyen principal de mise en sécurité et de défense du site en cas de sinistre sur la partie haute pression. En cas de sinistre, il doit :*

- commander l'arrêt d'urgence et la mise en sécurité de l'installation par dépressurisation du circuit d'acétylène haute pression,*
- commander l'arrosage automatique des rampes de conditionnement.*

*Le dispositif IGA comprend un réseau d'azote sous pression de 10 bar alimenté par le réservoir cryogénique du site. Un pressostat est situé sur ce réseau et interdit le fonctionnement de l'usine en dessous de 6 bar.*

*En cas d'urgence, la pression peut être libérée par des points de mise en sécurité à tirette répartis sur l'ensemble du site. Les vannes IGA placées sur le circuit d'acétylène haute pression et sur le circuit d'eau incendie s'ouvrent alors par libération d'un ressort qui agit sur le piston de la vanne [...]*

*L'installation est mise en sécurité selon la séquence qui suit :*

- Déclenchement d'une alarme sonore et visuelle avertissant le personnel.*
- Mise à l'air du circuit d'acétylène haute pression par ouverture des vannes IGA positionnées sur chaque ligne reliant les compresseurs aux rampes de conditionnement. Les points de rejet de l'acétylène sont situés à l'air libre au-dessus des bâtiments.*
- Déclenchement de l'arrosage incendie dans les salles de conditionnement de l'acétylène par ouverture de la vanne IGA du circuit général incendie.*
- Arrêt des compresseurs et des générateurs par un manostat taré à 8 bar placé sur la canalisation d'azote. »*

Le chef d'équipe et le responsable sécurité industrielle présents lors du contrôle n'ont pas été en mesure d'indiquer à l'inspection :

- la localisation précise de la fuite sur le réseau azote (hormis un repérage au son provoqué par la fuite, en hauteur, dans un des ateliers de conditionnement) ;
- l'importance de la fuite ;
- l'impact de la fuite sur le fonctionnement du réseau IGA.

Il est expliqué à l'inspection des installations classées, lors d'un échange téléphonique postérieur au contrôle (mais à la même date) avec la directrice opérationnelle Gaz Combustibles, que le réservoir d'azote fait l'objet d'une télésurveillance, et qu'une baisse à un niveau de 40% de remplissage du réservoir déclenche automatiquement une livraison pour le jour suivant, ceci indépendamment du contexte lié à la présence d'une fuite. À la lumière de cette explication, il apparaît que l'établissement puisse disposer de quantités en azote suffisantes pour garantir la sécurité des installations.

Par courriel du 4 août 2025, la directrice opérationnelle Gaz Combustibles informe l'inspection des installations classées qu'une intervention a eu lieu le 4 août 2025 et en transmet le compte-rendu, qui établit :

- que plusieurs fuites d'azote ont été identifiées par l'intervenant (deux au niveau d'un poste de

conditionnement de bouteilles -MONOXAL n°785-, deux au niveau de raccords) dans l'atelier conditionnement Nord (au lieu des deux fuites annoncées lors du contrôle du 31 juillet) ;

- que ces fuites ont été supprimées à l'issue de l'intervention.

Par ailleurs le même courriel fournit des explications complémentaires quant à l'impact limité des fuites observées sur la sécurité du site et en particulier sur le réseau IGA, distinct du réseau azote utilisé pour le conditionnement, l'exploitant estimant que le bon fonctionnement de celui-ci n'est pas remis en cause par les fuites susmentionnées.

L'inspection des installations classées estime que la situation est maîtrisée par l'exploitant, mais que les personnes rencontrées sur site lors du contrôle du 31 juillet 2025 sont insuffisamment informées du fonctionnement du réseau IGA et de son alimentation, alors qu'il s'agit d'une mesure de maîtrise des risques, importante pour la sécurité des installations.

**Conclusions :**

L'exploitant doit s'assurer que l'exploitation est conduite par du personnel formé aux risques présenté par les installations, notamment au fonctionnement et à la mise en œuvre du réseau IGA, notamment aux incidents susceptibles de remettre en cause la disponibilité de ce dernier.

En particulier, les situations d'absence du directeur du site et/ou du responsable maintenance doivent être anticipées pour que les personnes en charge de la sécurité des installations lors de ces absences soient en mesure d'assurer cette fonction (voir également fiche de constat n° 7).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Suivi en service de réservoir d'azote**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, articles 13, 17 et 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi en service de réservoir d'azote
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 13 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié</u> I. Lorsqu'un équipement fait l'objet d'un suivi selon un plan d'inspection, ce plan définit les actions minimales de surveillance à réaliser pour qu'un équipement fasse l'objet d'un examen complet dans l'intervalle séparant deux requalifications périodiques ou l'intervalle entre la mise en service et la première requalification périodique, pour les équipements soumis à cette opération de contrôle. Dans le cas où le plan prévoit des contrôles non destructifs, il précise leur nature, leur localisation, leur étendue et la période maximale entre deux contrôles. [...]  <u>Article 17 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié</u> I. L'inspection périodique est réalisée : [...] pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.  II. Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. [...]  <u>Article 25 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié</u> I. L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 [...].  II. Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. [...] IV. Il est interdit : -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<b>Constats :</b>  Au cours du contrôle du 31 juillet 2025, l'inspection des installations classées vérifie les justificatifs relatifs au suivi en service du réservoir d'azote, qui est un équipement sous pression (volume de 5300 L, pression maximale de service de 15 bar).  D'après les documents fournis ce réservoir fait l'objet d'un suivi avec plan d'inspection selon le cahier technique professionnel n°152-02 relatif aux stockages isolés sous vide.



En particulier, la consultation du compte-rendu de la dernière inspection périodique, en date du 24 août 2018, fait apparaître que :

- le document a été établi par l'exploitant,
- il ne comporte pas d'observations conditionnant le maintien en service du réservoir ou prescrivant son arrêt ;
- le volume du réservoir est de 5000 L ce qui n'est pas cohérent avec le volume indiqué par l'exploitant lors de l'inspection (5300 L) ;
- les organes de sécurité (soupapes n° 118947/2598 et n°11730) sont calibrés à une pression de 30 bar, ce qui n'est pas cohérent avec la pression de service du réservoir indiquée dans ce même rapport (15 bar).

Par ailleurs, le compte-rendu de la dernière requalification périodique, établi le 8 octobre 2021, indique que :

- le document a été établi par un organisme habilité,
- il ne comporte pas d'observations conditionnant le maintien en service du réservoir ou prescrivant leur arrêt.
- les caractéristiques du réservoir sont cohérentes avec les informations issues de la base de données de l'exploitant.
- les organes de sécurité (soupapes n° 3514228 et n° 3514244) sont calibrés à une pression de 15 bar, ce qui est cohérent avec la pression de service du réservoir.

En complément, l'exploitant transmet par courriel du 8 août 2025 :

- le compte-rendu de l'inspection périodique réalisée le 16 avril 2015 par AIR LIQUIDE sur le réservoir d'azote. Ce compte-rendu conclut à l'absence de non-conformités. La valeur de volume de 5000 L est indiquée dans ce rapport, ce qui est incohérent avec les informations fournies par l'exploitant ;
  - l'attestation de requalification périodique n° 126400369.1.RQ du 13 janvier 2012 de ce même réservoir, concluant à l'absence de non-conformités.

L'inspection des installations classées conclut que le suivi en service de cet équipement ne fait pas apparaître de non-conformités mais que des explications doivent être fournies quant aux comptes-rendus d'inspection périodique du 16 avril 2015 et du 24 août 2018 (volume erroné, soupapes identifiées différentes de celles identifiées dans le compte-rendu de requalification périodique).

#### **Conclusions :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées des explications quant aux comptes-rendus d'inspection périodique du 16 avril 2015 et du 24 août 2018 concernant :

- le volume erroné du réservoir d'azote ;
- les soupapes identifiées, qui sont différentes de celles identifiées dans le compte-rendu de requalification périodique du 8 octobre 2021, et dont la pression de tarage est supérieure à la pression de service du réservoir.
- 

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Générateurs d'acétylène - Entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/1993, article X-1-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Générateurs d'acétylène - Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> Une consigne, dressée par les soins du constructeur, énonce toutes les règles relatives à la conduite et à l'entretien des générateurs et de leurs équipements. Un extrait de cette consigne est affiché et maintenu en bon état de conservation à proximité des générateurs. Un exemplaire en est remis à la personne qui a la charge de leur conduite et de leur entretien.  Les générateurs en service et leurs équipements doivent être constamment maintenus en bon état de fonctionnement.  L'exploitant est tenu d'assurer en temps utile les nettoyages, réparations et remplacements nécessaires. Les opérations d'inspection, vérification, essais, entretien, nettoyage, réparations sont consignées sur un registre prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées. [...]
<b>Constats :</b> La problématique de l'étanchéité du joint situé au niveau de la zone placée entre la trémie et le faux couvercle des fûts déchargés dans le générateur d'acétylène a été portée à la connaissance de l'inspection du travail en 2023 (lettre du 16 octobre 2023 référencée NM/NA n° 301-10/2023). Des fuites importantes pouvant durer jusqu'à 45 minutes lui ont été signalées.  La consultation, lors du contrôle du 31 juillet 2025, du registre des incidents et accidents met en évidence que plusieurs fuites d'acétylène suffisamment importantes pour qu'une concentration supérieure à 50% de la LIE soit détectée par l'explosimètre fixe situé au niveau du local générateurs se sont produites notamment le 5 septembre 2024, le 25 octobre 2024, le 8 janvier 2025 et le 27 février 2025. L'inspection note que ces évènements n'avaient pas été portés à sa connaissance lors de leur survenue (voir fiche n°9). Le bilan environnemental annuel 2024 de l'exploitant, transmis à l'inspection des installations classées le 19 mai 2025, indique que l'avancement des actions correctives en réponse aux incidents du 5 septembre 2024 et du 25 octobre 2024 sont toujours en cours à date de ce document (19 mai 2025).  L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées un état d'avancement actualisé de ces actions, ainsi qu'un échéancier de mise en œuvre, tout comme l'analyse des évènements de détection d'acétylène du 8 janvier 2025 et de 27 février 2025 et un descriptif des actions mises en œuvre.  L'exploitant présente à l'inspection des installations classées, au cours du contrôle du 31 juillet 2025, le modèle de checklist d'entretien des générateurs d'acétylène, rempli de manière hebdomadaire selon l'exploitant, qui n'est cependant pas en mesure, en l'absence du responsable maintenance lors de l'inspection, de produire des exemplaires complétés de cette checklist. L'exploitant transmet par courriel du 8 août 2025 les checklists d'entretien hebdomadaire suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Semaine 30 (checklist complétée pour le générateur 2 le 25 juillet 2025) ;</li><li>- Semaine 31 (checklist complétée pour le générateur 1 le 1<sup>er</sup> août 2025).</li></ul>

L'inspection note que certaines opérations listées ne sont pas réalisées et s'interroge sur les raisons du caractère apparemment incomplet des opérations d'entretien.  
Des explications doivent être fournies sur ce point par l'exploitant.

**Conclusions :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les éléments suivants :

- un état d'avancement actualisé des actions lancées en réponse aux incidents du 5 septembre 2024 et du 25 octobre 2024, ainsi qu'un échéancier de finalisation de ces actions ;
- l'analyse des événements de détection d'acétylène du 8 janvier 2025 et de 27 février 2025 et un descriptif des actions mises en œuvre ainsi qu'un échéancier ;
- les checklists d'entretien des générateurs d'acétylène complétées, pour les semaines 1, 2, 8 et 9 de l'année 2025 ;
- des éléments permettant d'expliquer pourquoi les checklists d'entretien des semaines 30 et 31 sont manifestement incomplètes, et le cas échéant de justifier pourquoi certaines opérations d'entretien n'auraient pas été réalisées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Générateurs d'acétylène – contrôles d'étanchéité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/1993, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles d'étanchéité
<b>Prescription contrôlée :</b> Des contrôles d'étanchéité des circuits sous haute pression sont périodiquement réalisés pour permettre de détecter et réduire les fuites éventuelles d'acétylène au niveau des raccords notamment.
<b>Constats :</b> Au cours du contrôle du 31 juillet 2025, interrogé par l'inspection des installations classées, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter les justificatifs de réalisation des contrôles d'étanchéité mentionnés à l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1993.  L'exploitant transmet, par courriel du 8 août 2025, un document non daté, élaboré en réaction aux observations formulées par l'inspection au cours du contrôle du 31 juillet 2025 et par courriel du 1 <sup>er</sup> août 2025. Ce document décrit le mode opératoire des contrôles d'étanchéité des circuits acétylène haute pression, et n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection au stade de la rédaction du présent rapport ; l'exploitant doit toutefois le compléter pour y préciser la périodicité des contrôles. L'exploitant précise dans son courrier transmis par courriel du 8 août 2025 que ces contrôles internes sont effectués périodiquement sur le site, mais qu'il ne disposait pas, avant le contrôle du 31 juillet 2025, de document spécifique pour en assurer la traçabilité. Aucun résultat ou justificatif de réalisation de ces contrôles n'est donc transmis à l'inspection, qui ne peut pas conclure au respect de la prescription contrôlée.
<b>Conclusions :</b> L'exploitant doit compléter le document référencé 1.MO.S5.LIM.010 relatif aux contrôles d'étanchéité des circuits haute pression pour préciser la périodicité des contrôles.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**Références réglementaires :**

Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, articles 4.4.5 et 4.4.1

Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Explosimétrie

**Prescription contrôlée :**

Article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 modifié

L'exploitant est tenu d'exploiter ses installations conformément aux plans et données techniques et organisationnelles contenues dans le dossier de demande d'autorisation ainsi que dans l'étude de dangers [...]

Article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 modifié

L'exploitant établit en tenant compte de l'étude de dangers la liste des mesures de maîtrise des risques.

Il identifie à ce titre les fonctions, les paramètres, les équipements, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement. [...]

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

[...]

Les mesures de maîtrise des risques mises en avant dans l'étude de dangers sont les suivantes :

[...]

- détecteurs d'acétylène (explosimétrie) : dans la salle générateur, au niveau du gazomètre, dans la salle compresseurs et dans les salles de conditionnement ; [...]

Étude de dangers du 7 janvier 2010

N° MMR	Description	Phénomènes dangereux		Test	Maintenance
7	Détection explosimétrie	Perte de confinement du générateur, fuite acétylène au niveau du gazomètre, rupture tuyauterie salle compresseur	[...]	2 tests par an : calibration de chaque détecteur et test de la chaîne d'arrêt	Changement de cellule en cas de dérive du détecteur

Article 46 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié

[...] Mesure de maîtrise des risques (MMR) : Catégorie de barrière de sécurité agissant sur les scénarios d'accidents majeurs, et qui répond à la double exigence suivante :

- réduire la probabilité des phénomènes dangereux potentiels ou la gravité des accidents qui leur sont associés ;
- répondre simultanément à des exigences d'efficacité, de cinétique de mise en œuvre (en adéquation avec celle des événements à maîtriser) et de pérennité (dont la garantie est assurée par la testabilité et la maintenabilité).

L'efficacité d'une MMR est sa capacité à remplir la mission/ la fonction de sécurité qui lui est confiée pendant une durée donnée et dans son contexte d'utilisation. L'efficacité d'une MMR prend également en compte le critère d'indépendance de cette MMR vis-à-vis des éventuels autres dispositifs agissant conjointement sur un même phénomène dangereux.

**Constats :**

La problématique de la fiabilité des explosimètres fixes du site de Limay, dû à un problème d'humidité, a été portée à la connaissance de l'inspection du travail en 2023 (cf. lettre du 16 octobre 2023 référencée NM/NA n° 301-10/2023) ainsi qu'un projet de remplacement des explosimètres fixes.

Par courriel du 25 juillet 2025, en amont du contrôle tenu le 31 juillet 2025, l'inspection du travail en informe l'inspection des installations classées.

Lors d'un précédent contrôle réalisé le 10 mars 2025, l'exploitant avait indiqué à l'inspection des installations classées que la centrale de détection d'explosimétrie fixe ainsi que les détecteurs avaient été remplacés en janvier 2025, et l'exploitant avait alors transmis à l'inspection des installations classées, par courriel du 17 mars 2025, le rapport d'intervention établi par la société MSA (réf. 8000167355) justifiant de sa mise en service.

Au cours du contrôle du 31 juillet 2025, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur la détermination initiale des opérations d'entretien destinées à maintenir l'efficacité de la détection explosimétrie (détecteurs et centrale notamment) dans le temps suite à son remplacement en janvier 2025. L'exploitant n'est pas en mesure de répondre à cette interrogation au cours du contrôle.

Dans l'étude de dangers de l'exploitant en date du 10 janvier 2010, la détection explosimétrie est identifiée comme une mesure de maîtrise des risques. L'exploitant doit donc, pour garantir sa fiabilité, pouvoir justifier du caractère adéquat de la conception, du dimensionnement et des opérations d'entretien prévues du réseau de détecteurs, vis-à-vis des risques et des conditions d'exploitation (conditions environnementales notamment, dont humidité, compte tenu des défaillances survenues en 2023). Il convient ainsi que l'exploitant synthétise les données nécessaires à son suivi.

De plus, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que, selon sa politique de prévention des accidents majeurs, les moyens de prévention « *caractérisés en tant qu'Éléments importants pour la Sécurité (EIS) [...] font l'objet d'un suivi spécifique et sont réévalués en cas d'incident ou dans le cadre d'une modification* ».

En outre, le bilan environnemental annuel pour 2024 établi par l'exploitant et transmis à l'inspection en date du 19 mai 2025 précise, au sujet des mesures de maîtrise des risques, que « *des modes opératoires de contrôle sont établis ainsi qu'une fiche détaillée de contrôle et de vie de chaque équipement* ».

L'inspection rappelle également à l'exploitant qu'il doit, conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, porter à la connaissance du préfet toute modification notable apportée à ses activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre, avant sa réalisation et avec tous les éléments d'appréciation.

**Conclusions :**

L'exploitant doit établir, le cas échéant, et transmettre à l'inspection des installations classées les éléments suivants concernant la centrale de détection explosimétrie et le réseau de détecteurs associés (MMR n°7 dans son étude de dangers), mis en service en janvier 2025 :

- les justificatifs de sa conception et de son dimensionnement (y compris le cas échéant le(s) standard(s) de conception utilisé(s)) ;
- les conditions environnementales dans laquelle elle doit pouvoir fonctionner (plages de fonctionnement en température, taux d'humidité, etc.);
- sa fiche de contrôle et de vie, conformément au bilan environnemental de l'exploitant pour l'année 2024 ;
- le cas échéant, en cas de modifications par rapport aux dispositions prévues par l'étude de dangers de l'exploitant, un descriptif des opérations d'entretien prévues : la fréquence, la nature (unité en marche ou à l'arrêt) et les procédures des essais, le suivi à réaliser (diagnostics, essais périodiques, inspections, mesures, maintenances préventive et corrective) durant la vie de l'équipement ;
- le cas échéant, en cas de modifications par rapport aux dispositions prévues par l'étude de dangers de l'exploitant, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 6 : Contrôles par ultra-sons

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2013, articles 4.4.5 et 4.4.1					
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles par ultra-sons					
<b>Prescriptions contrôlées :</b>					
<u>Article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 modifié</u> L'exploitant est tenu d'exploiter ses installations conformément aux plans et données techniques et organisationnelles contenues dans le dossier de demande d'autorisation ainsi que dans l'étude de dangers [...]					
<u>Article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 modifié</u> L'exploitant établit en tenant compte de l'étude de dangers la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les fonctions, les paramètres, les équipements, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement. [...] Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. [...] Les mesures de maîtrise des risques mises en avant dans l'étude de dangers sont les suivantes : [...] - contrôle périodique aux ultrasons de l'état (corrosion, perte d'épaisseur) des capacités (générateurs, gazomètre) et des tuyauteries ; [...]					
<u>Étude de dangers du 7 janvier 2010</u>					
<b>N° MMR</b>	<b>Description</b>	<b>Phénomènes dangereux</b>		<b>Test</b>	<b>Maintenance</b>
12	Contrôle périodique aux ultra-sons du générateur, du gazomètre et des tuyauteries et remplacement éventuel	Perte de confinement du générateur, fuite acétylène au niveau du gazomètre, rupture tuyauterie salle compresseur	[...]	Mesure aux ultra-sons tous les ans en BP et tous les 2 ans en HP	Sans objet
<b>Constats :</b> À la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant produit un rapport de contrôle par ultra-sons des équipements présents sur les installations, daté du 20 février 2025 et établi par APAVE (réf. 2659182.2-001MEP).  Par courriel du 8 août 2025, en réponse à la demande de l'inspection des installations classées en date du 1 <sup>er</sup> août 2025, l'exploitant transmet également les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- rapport APAVE A534381324.1 R002 du 13 février 2019 ;</li><li>- rapport APAVE A534381324.1 R001 du 14 avril 2022 ;</li><li>- rapport APAVE A535316818.1 du 7 mars 2024.</li></ul>					



L'exploitant indique dans ce même courriel que « le site de Limay a rencontré une perte de données dans la base de maintenance suite à un arrêt prolongé suivi d'un départ [...], ce qui [n']a pas permis de retrouver les rapports de contrôle de 2020, 2021 et 2023. »

L'inspection note les points suivants concernant les rapports fournis :

- **Générateurs d'acétylène**  
Les rapports transmis ne font pas état de valeurs d'épaisseur inférieures aux valeurs limite de changement de matériel. Toutefois, les valeurs d'épaisseur mesurées dans le rapport A535316818.1 du 7 mars 2024, bien que supérieures aux valeurs limite de changement de matériel, sont supérieures à la fois à celles mesurées en 2020 et en 2025 selon le rapport 2659182.2-001MEP du 20 février 2025, ce qui mène l'inspection à s'interroger sur les conditions de mesures en 2024 : l'exploitant doit fournir des explications sur ce point.
- **Gazomètre**  
Les rapports transmis ne font pas état de valeurs d'épaisseur inférieures aux valeurs limite de changement de matériel. Toutefois, un point repère n'a pas fait l'objet de mesure en 2024.
- **Tuyauteries et compresseurs**  
Plusieurs points repères sur chacun des compresseurs contrôlés présentent des épaisseurs inférieures aux valeurs seuils associées à un changement de matériel, dans le rapport A534381324.1 R001 du 14 avril 2022 et dans le rapport 2659182.2-001MEP du 20 février 2025. L'exploitant doit expliquer à l'inspection quelles actions ont été entreprises à la suite de l'établissement de ces rapports, et le cas échéant les raisons de l'absence de réparation voire de remplacement des équipements.  
L'inspection note également que le compresseur n°4 ne semble pas avoir fait l'objet de contrôle par ultrasons en 2025 selon le rapport 2659182.2-001MEP du 20 février 2025.

Par ailleurs, le rapport 2659182.2-001MEP du 20 février 2025 qualifie certaines zones comme « inaccessibles », qui n'ont donc pas été contrôlées, bien qu'ils aient été accessibles lors du contrôle réalisé en 2022 (rapport A534381324.1 R001 du 14 avril 2022). L'exploitant doit préciser comment l'absence de perte d'épaisseur au niveau de ces dites zones inaccessibles est surveillée.

De plus, l'ensemble des rapports transmis couvre uniquement des contrôles d'épaisseur, sans recherche de corrosion sur les équipements contrôlés. L'exploitant doit donc expliquer comment l'absence de corrosion est surveillée sur l'ensemble des équipements concernés : générateurs d'acétylène, gazomètre, tuyauteries et compresseur.

L'inspection souligne que, bien que ces contrôles par ultrason soient réalisés par des prestataires, leur réalisation relève de la responsabilité de l'exploitant, qui doit donc s'approprier les résultats obtenus, afin d'être en mesure notamment de décider d'actions curatives le cas échéant.

## **Conclusions :**

### Demande d'action corrective (délai : 3 mois)

L'exploitant doit réaliser le contrôle périodique par ultrasons du compresseur n°4.

### Demande de justificatifs à l'exploitant (délai : 3 mois)

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les éléments suivants :

- Concernant les contrôles réalisés au niveau des générateurs : explications sur les valeurs d'épaisseur mesurées dans le rapport A535316818.1 du 7 mars 2024, supérieures à la fois à celles mesurées en 2020 et 2025, selon le rapport 2659182.2-001MEP du 20 février 2025 ;

- Concernant les contrôles réalisés au niveau du gazomètre : explications quant à l'absence de mesure au niveau d'un point repère dans le rapport A535316818.1 du 7 mars 2024.
- Concernant les contrôles réalisés au niveau des compresseurs :
  - explications quant à l'absence de contrôle de mesure d'épaisseur sur le compresseur n°4 en 2025 ;
  - descriptif des modalités de surveillance de l'absence de perte d'épaisseur au niveau des zones décrites comme « inaccessibles » des compresseurs selon le rapport 2659182.2-001MEP du 20 février 2025 ;
- Descriptif des modalités du contrôle périodique d'absence de corrosion au niveau des équipements.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Maîtrise de l'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.
<b>Constats :</b> L'inspection du travail et l'inspection des installations classées sont informées par courriel du 30 juillet 2025 d'une fuite d'azote au niveau de l'atelier de conditionnement, en l'absence du responsable de site et du responsable maintenance. Un précédent signalement a déjà été réalisé à l'inspection du travail de l'absence de responsable d'exploitation et/ou de maintenance.  Lors de la visite des installations, et comme mentionné au point de contrôle n°1, l'inspection relève qu'aucun membre de la direction ou délégataire n'est présent ; par ailleurs le responsable maintenance de l'établissement est absent mais non remplacé. Un responsable sécurité industrielle et un chef d'équipe sont présents sans toutefois être en capacité de fournir la plupart des informations demandées par l'inspection des installations classées et à l'inspection du travail sur les sujets de maintenance et de prévention des risques, y compris sur la fuite en cours lors du contrôle et sur ses éventuelles conséquences sur la sécurité des installations. Les personnes rencontrées ne sont pas en mesure d'expliquer aux inspecteurs comment sont gérées les absences des responsables, qui est désigné pour gérer la sécurité du site en cas d'absence, ou si une astreinte est mise en place.  L'absence constatée de personnes maîtrisant l'exploitation des installations, et notamment l'identification d'un évènement incidentel comme une dérive potentielle en matière de sécurité constitue une non-conformité importante. L'exploitant doit impérativement mettre en œuvre une organisation lui permettant d'assurer une surveillance de l'exploitation par des personnes ayant une connaissance de la conduite de l'installation.
<b>Conclusions :</b> L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 57 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié en mettant en place les dispositions organisationnelles permettant d'assurer en permanence la surveillance, directe ou indirecte, de l'exploitation par des personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident, et en transmettant une description à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Politique de prévention des accidents majeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, articles L. 515-33 et R. 515-87
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Politique de prévention des accidents majeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article L. 515-33 du code de l'environnement</u> L'exploitant élabore un document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs. Cette politique est conçue pour assurer un niveau élevé de protection de la santé publique et de l'environnement et est proportionnée aux risques d'accidents majeurs. Elle inclut les objectifs globaux et les principes d'action de l'exploitant, le rôle et l'organisation des responsables au sein de la direction, ainsi que l'engagement d'améliorer en permanence la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs. [...]  <u>Article R. 515-87 du code de l'environnement</u> I. - La politique de prévention des accidents majeurs définie à l'article L. 515-33 est réexaminée au moins tous les cinq ans et mise à jour, si nécessaire. Elle est par ailleurs réalisée ou réexaminée et mise à jour : 1° Dans un délai raisonnable : [...] c) Avant la réalisation de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés à des accidents majeurs ; [...] 3° Dans les meilleurs délais possibles, à la suite d'un accident majeur dans l'établissement. II. - Le document définissant la politique de prévention des accidents majeurs ainsi que les réexamens périodiques dont il fait l'objet sont soumis à l'avis du comité social et économique prévu à l'article L. 2311-2 du code du travail.  <u>Article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié</u> La politique de prévention des accidents majeurs [...] est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> À la demande de l'inspection des installations classées lors du contrôle du 31 juillet 2025, l'exploitant présente le document définissant sa politique de prévention des accidents majeurs (PPAM). L'inspection constate que la date d'application de ce document est le 1 <sup>er</sup> mars 2019, et l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le résultat du dernier réexamen de sa PPAM, ni de l'avis du comité social et économique qui aurait été éventuellement associé à ce réexamen. L'inspection note que la PPAM aurait pourtant du être réexaminée depuis plus d'un an au jour du contrôle. L'inspection souligne que la PPAM aurait du également être réexaminée pour tenir compte de modifications organisationnelles apportées par l'arrêt des activités tertiaires d'AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIES au 5, rue Charles Tellier en 2023 et modification du périmètre de l'ICPE associée, ainsi que de plusieurs incidents significatifs survenus sur le site depuis 2023.  Interrogé par l'inspection des installations classées au cours du contrôle du 31 juillet 2025, l'exploitant n'est pas en mesure de préciser comment la PPAM est élaborée, qui participe à sa rédaction, et comment les équipes opérationnelles sont impliquées. L'inspection des installations classées n'a pas pu obtenir d'informations sur la prise en compte des

spécificités du site, ou sur les critères de l'exploitant pour la mise à jour de sa PPAM.

Concernant l'examen *a posteriori* du document fourni (daté de 2019), l'inspection des installations classées constate en particulier :

- qu'il prévoit, sur la période considérée (2019-2024), des objectifs globaux de mise en œuvre de la PPAM, sans toutefois préciser si un programme d'actions plus précis est élaboré en conséquence ;
- qu'il n'indique pas explicitement que l'exploitant met tous les moyens nécessaires pour l'application de sa PPAM et des objectifs associés ;
- qu'il comprend explicitement l'engagement de l'exploitant d'améliorer en permanence la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs.

L'inspection note que, contrairement aux prescriptions du II de l'article R. 515-87 du code de l'environnement, le dernier réexamen de la politique de prévention des accidents majeurs, en date de mars 2019, n'a pas été présenté au CSE au jour du contrôle.

L'exploitant transmet à l'inspection, par courriel du 8 août 2025, une copie d'un courriel daté du 4 août 2025 adressé par la responsable HSEQ au directeur PG (Conditionnement et Épreuve), demandant à « *inclure la PPAM de Limay [...] à l'ordre du jour du prochain CSE de septembre* », et la réponse de confirmation de ce dernier le même jour.

Par ailleurs, au cours du contrôle du 31 juillet 2025, l'inspection constate que le document formalisant la politique de prévention des accidents majeurs (PPAM) prévoit la réalisation d'audit de cette politique. L'exploitant n'est toutefois pas en mesure d'indiquer lors du contrôle si des audits de la politique de prévention des accidents majeurs et notamment sur la gestion des accidents / incidents / défaillances ou anomalies des mesures de maîtrise des risques ont été réalisés.

L'exploitant transmet par la suite à l'inspection, par courriel du 8 août 2025, les documents suivants, relatifs à sa politique de prévention des accidents majeurs :

- rapport du dernier audit de sécurité réalisé sur le site le 14 mai 2025 en application de la PPAM ;
- notes de conclusion relatives à la visite sécurité menée par la Direction Sécurité du Groupe Air Liquide le 10 juillet 2025.

#### *Rapport du dernier audit de sécurité réalisé sur le site le 14 mai 2025*

L'inspection note que les écarts ("points sensibles") suivants sont relevés dans ce rapport par les auditeurs :

- *"Les filtres en amont des compresseurs n'ont pas été contrôlés sur 2024. Un contrôle préventif et nettoyage est à prévoir dans les prochains mois."*
- *"le caillebotis proche compresseur C4, entre la bâche et là où sont les pressostats, tombe dans le caniveau lors de notre passage"*
- *"Vérifier le débit maximum lors de l'ouverture des soupapes compresseurs"*
- *"Vérifier la documentation de la capacité anti-pulsation des pressostats compresseurs"*
- *"Vérifier l'arbre des causes de l'événement pressostat compresseur en fonction de la procédure d'exploitation. Deux pressostats sont présents."*
- *"Vérifier le risque de liquéfaction à basse température dans l'ARA."*
- *"Vérifier le design de l'intercepteur ainsi que le niveau d'eau nominal en fonctionnement"*

- "Sur la rampe de dégazage en salle de conditionnement, la vanne du pot de purge à l'extérieur du bâtiment est ouverte durant les opérations. Vérifier le mode opérateur pour un dégazage sur le gazomètre"

L'exploitant doit transmettre à l'inspection l'état d'avancement de la correction de ces écarts, ainsi qu'un échéancier de levée des écarts restants à traiter.

*Notes de conclusion relatives à la visite sécurité menée par la Direction Sécurité du Groupe Air Liquide le 10 juillet 2025*

L'inspection relève qu'à la suite de la visite sécurité la Direction Sécurité émet un avis globalement positif sur la sécurité du site, avec toutefois quelques points de progrès identifiés. L'exploitant doit transmettre à l'inspection l'état d'avancement sur ces points de progrès, ainsi qu'un échéancier de traitement des points restants.

#### **Conclusions :**

##### Demande de justificatif à l'exploitant (délai : 3 mois)

- L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le justificatif attestant de la présentation du dernier réexamen de sa politique de prévention des accidents majeurs au comité social et économique ainsi que l'avis de celui-ci sur ce réexamen.
- L'exploitant doit transmettre à l'inspection l'état d'avancement de la correction des écarts et points d'amélioration identifiés lors de l'audit sécurité du 14 mai 2025 et de la visite sécurité du 10 juillet 2025, ainsi qu'un échéancier de levée des points restants à traiter.

##### Proposition de mise en demeure

L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article R. 515-87 du code de l'environnement et de procéder au réexamen, et à la mise à jour si besoin, de sa politique de prévention des accidents majeurs, en prêtant une attention particulière :

- à la déclinaison, à un niveau approprié, des objectifs fixés à l'article L. 515-33 du code de l'environnement ;
- aux modifications des installations pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés à des accidents majeurs ;
- à soumettre ce réexamen, voire cette mise à jour, à l'avis du comité social et économique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Proposition de mise en demeure, demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 :**

## Gestion des événements accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des événements accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
<b>Constats :</b> Interrogé par l'inspection des installations classées au cours du contrôle du 31 juillet 2025 sur l'organisation mise en place pour l'informer d'un incident ou accident survenant au sein des installations, et sur les critères définis pour cette information, l'exploitant indique qu'elle n'est pas prévue, sa compréhension étant que cette information est réservée aux sites Seveso « seuil haut », hormis les informations contenues dans le bilan environnemental annuel établi en application de l'article 1.5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 (dernier bilan transmis à l'inspection en date du 19 mai 2025, pour l'année 2024).  L'exploitant présente au cours de ce même contrôle le registre informatisé des incidents et accidents. L'inspection note la survenue de plusieurs événements qui auraient pu faire l'objet de l'information prévue à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, par exemple : <ul style="list-style-type: none"><li>• fuites d'acétylène suffisamment importantes pour que l'explosimètre fixe au niveau du local générateurs détecte une concentration supérieure à 50% de la limite inférieure d'explosivité (LIE) notamment le 5 septembre 2024, le 25 octobre 2024, le 8 janvier 2025 et le 27 février 2025 ;</li><li>• fuite d'acétylène suffisamment importantes pour que l'explosimètre fixe au niveau du local épuration détecte une concentration supérieure à 50% de la LIE notamment le 24 juin 2024 ;</li><li>• dysfonctionnement d'un pressostat au niveau du compresseur C4 survenu le 23 janvier 2025 ;</li><li>• défaillance de deux détecteurs d'acétylène le 26 juin 2024 ;</li><li>• accident avec blessé au cours d'une maintenance le 5 décembre 2024.</li></ul> L'inspection remarque que si plusieurs de ces événements sont intégrés au bilan environnemental annuel susmentionné, ce document n'est pas exhaustif (exemples : événements du 26 juin 2024).  L'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 8 août 2025 une procédure établie, selon les termes de l'exploitant, en réaction au contrôle du 31 juillet 2025, relative aux modalités de déclaration d'accidents et d'incidents sur le site de Limay à l'inspection (réf. 1.IM.S5.LIM.009). L'inspection estime que la procédure transmise est satisfaisante et attire la vigilance de l'exploitant sur son application à l'avenir.  Afin d'éviter toute confusion, l'inspection rappelle néanmoins que les critères de déclaration que l'exploitant doit mettre en place en application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement

peuvent être inspirés par l'échelle européenne des accidents industriels, utilisée notamment par le BARPI, mais que ces derniers ne sont pas les seuls à prendre en compte et ne suffisent pas à répondre aux attendus de l'article précité. En particulier, certains événements doivent être considérés comme significatifs et déclarés, indépendamment de la quantité de substance dangereuse rejetée.

Par ailleurs, l'inspection rappelle que les déclarations effectuées via le bilan environnemental annuel ne correspondent pas à l'exigence de déclaration dans les meilleurs délais fixée par l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

**Conclusions :**

L'exploitant a manqué par le passé à cette obligation de « déclaration dans les meilleurs délais », mais a désormais mis en place une organisation visant y satisfaire.

**Type de suites proposées :** Sans suites